

Elevages
2 rue Kerivoal
29334 QUIMPER

QUIMPER, le 25/10/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/10/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CLOAREC Josiane

LANNOUEDIC
29640 Scrignac

Code AIOT : 0005520932

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/10/2023 dans l'établissement CLOAREC Josiane implanté LIEU DIT LE COSQUER 29640 Scrignac. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CLOAREC Josiane
- LIEU DIT LE COSQUER 29640 Scrignac
- Code AIOT : 0005520932
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Contrôle réalisé dans le cadre du PPC.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Respect de prescriptions spéciales ou particulières	Arrêté Préfectoral du 30/06/2017, article 01/04/02	/	Sans objet
3	Défense contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13	/	Sans objet
4	Installations électriques et techniques	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14	/	Sans objet
6	Dispositions relatives aux forages (implantation, protection, tête)	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 19	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Respect des effectifs animaux ou de la production d'azote du dossier	Arrêté Préfectoral du 30/06/2017, article 1.1 / 1.2 / 1.3	/	Sans objet
5	Déclaration annuelle des flux d'azote	Arrêté Préfectoral du 02/08/2018, article 4.2	/	Sans objet
8	Dossier de réexamen	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42-I	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Revoir sous 3 mois le respect des dispositions des articles 13, 14 et 19 de l'AM du 27/12/2013.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Respect des effectifs animaux ou de la production d'azote du dossier

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/06/2017, article 1.1 / 1.2 / 1.3
Thème(s) : Élevage, dispositions générales
Prescription contrôlée : Respect des effectifs autorisés
Constats : - AP N°53-2017/AE du 30/06/2017 autorisant Mme CLOAREC Josiane à exploiter un élevage avicole de 107 000 emplacements pour les volailles sur une surface de 3456 m ² - 2 X 1728 m ² - et une production annuelle limitée à 16 911 kg d'azote organique. - Contrôle du 12/10/2023 et déclaration annuelle des flux campagne 2021/2022: 42 000 poulets de chair - bâtiment P4 / Production d'azote sur la campagne 2021/2022 équivalente à 7 195 unités. Le bâtiment P5 a fait l'objet d'un incendie le 10/10/2020- poulailler vide le jour du sinistre- à cause d'une défaillance sur un engin télescopique. La procédure contentieuse des assurances s'est clôturée récemment - après 30 mois de procédure- et les permis de démolition et de reconstruction sont en cours de finalisation. Le nouveau bâtiment sera reconstruit au même endroit avec des matériaux adaptées aux nouvelles dispositions constructives en matière de risques incendie.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Respect de prescriptions spéciales ou particulières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/06/2017, article 01/04/02
Thème(s) : Élevage, prescriptions spéciales

Prescription contrôlée : Mise en place d'un talus limitant le ruissellement entre les parcelles 50 et 51, 45 et 49, 46 et 49, 46 et 48, 47 et 48 section F
Constats : Cette exploitation était auparavant exploitée par M DESJARS Christian - AP N°40-2033/A du 28/03/2003- . L'article 1er du dit arrêté précisait: "la mise en place d'un talus limitant le ruissellement entre les parcelles 50 et 51, 45 et 49, 46 et 49, 46 et 48, 47 et 46 -section F." Cette disposition avait été préconisée suite à l'avis des services du Parc Naturel Régional d'Armorique. Cette exploitation a été reprise par Mme CLOAREC Josiane - AP N°53-2017/AE du 30/06/2017. L'article 1.4.2 du dit arrêté précisait:"Mise en place d'un talus limitant le ruissellement entre les parcelles 50 et 51, 45 et 49, 46 et 49, 46 et 48, 47 et 46 -section F." Toutefois l'étude du risque érosif présenté dans le dossier installation classée déposé le 19/07/2016 stipulait que l'îlot 1 (parcelles 50 et 51, 45 et 49, 46 et 49, 46 et 48, 47 et 46 -section F) est classifié en "risque faible" avec les mesures anti-érosives existantes suivantes: - Présence d'un cours d'eau à l'Est de l'îlot. - Une zone boisée sépare la zone cultivée de l'îlot. Cette zone permet de ralentir le ruissellement des eaux, les talus présents de part et d'autres de l'îlot sont des obstacles naturels au ruissellement des eaux. A noter que cette parcelle intègre l'intégralité du plan d'épandage de Mme CLOAREC. Mme CLOAREC n'est pas propriétaire de cet îlot et il existe un bail rural entre elle même et le propriétaire ,M PAUL Michel, qui refuse catégoriquement depuis 20 ans que cet aménagement soit réalisé. Du fait de la non réalisation de ce talus , Mme CLOAREC est redevable d'une astreinte financière par arrêté du 31/08/2020. La visite du 12/10/2023 a permis de visualiser que l'îlot 1 dispose d'aménagements limitant les risques de transfert vers le cours d'eau. Il est intégralement entouré de talus. Une zone boisée sépare les parcelles du cours d'eau qui se situe à plus de 40 mètres de la zone cultivée. Une bande enherbée est présente le long d'une partie du bois à l'Est. Afin de permettre une gestion appropriée de la procédure administrative d'astreinte financière , les services du Parc Naturel Régional d'Armorique ont été sollicités. Demande de l'inspection: - Réponse sollicitée sous 3 mois des services du Parc Naturel Régional d'Armorique
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Défense conte l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13
Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie
Prescription contrôlée : L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux par exemple) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre.

<p>A défaut des moyens précédents, une réserve d'eau d'au moins 120 m³ destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances.</p> <p>La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre.</p> <p>Ces moyens sont complétés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - s'il existe un stockage de fioul ou de gaz, par la mise en place à proximité d'un extincteur portatif à poudre polyvalente de 6 kilogrammes, en précisant : « Ne pas se servir sur flamme gaz » ; - par la mise en place d'un extincteur portatif « dioxyde de carbone » de 2 à 6 kilogrammes à proximité des armoires ou locaux électriques. <p>Les vannes de barrage (gaz, fioul) ou de coupure (électricité) sont installées à l'entrée des bâtiments dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié.</p> <p>Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur.</p> <p>Sont affichées à proximité du téléphone urbain, dans la mesure où il existe, et près de l'entrée du bâtiment, des consignes précises indiquant notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le numéro d'appel des sapeurs-pompiers : 18 ; - le numéro d'appel de la gendarmerie : 17 ; - le numéro d'appel du SAMU : 15 ; - le numéro d'appel des secours à partir d'un téléphone mobile : 112 ; <p>ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'installation.</p> <p>Après avis des services d'incendie et de secours, des moyens complémentaires ou alternatifs de lutte contre l'incendie peuvent être fixés par l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p>
<p>Constats :</p> <p><i>Défense externe:</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - Absence sur le site d'exploitation des moyens de défense adaptés aux risques. <p><u>Demande de l'inspection :</u></p> <p>Se rapprocher sous 1 mois des services du SDIS 29 58, avenue de Kéradenec 29337 Quimper - 02 79 18 12 40- pour analyse et visualisation du site afin de se conformer à l'article 13 de l'Arrêté Ministériel du 27/12/2013.</p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 4 : Installations électriques et techniques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14</p>
<p>Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations électriques sont conçues et construites conformément aux règlements et aux normes applicables.</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques et techniques (gaz, chauffage, fioul) sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les cinq ans ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires.</p>

Un plan des zones à risque d'incendie ou d'explosion telles que mentionnées à l'article 8, les fiches de données de sécurité telles que mentionnées à l'article 9, les justificatifs des vérifications périodiques des matériels électriques et techniques et les éléments permettant de connaître les suites données à ces vérifications sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, dans un registre des risques.
Constats : - Absence de réalisation du contrôle des installations électriques tous les 5 ans conformément aux dispositions de l'article 14 de l'AM du 27/12/2013. L'exploitant indique avoir pris contact avec la société AR'CONTROL 22000 Saint Brieuc. - Absence de visualisation du rapport de maintenance annuel des citernes de gaz . L'exploitant signale qu'une visite de la société PRIMAGAZ est prévue le 16/10/2023 afin de procéder à la vérification annuelle des dites citernes. Demande de l'inspection: - Transmettre sous 3 mois, au service de l'inspection des installations classées, le rapport de contrôle des installations électriques réalisé par un organisme agréé et habilité. - Transmettre , au service de l'inspection des installations classées, le rapport de contrôle des citernes effectué suite au passage de la société PRIMAGAZ .
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Déclaration annuelle des flux d'azote

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/08/2018, article 4.2
Thème(s) : Élevage, Pollution diffuse/DN
Prescription contrôlée : PAR 6 Art 4.2 : Toute personne physique ou morale épandant des fertilisants azotés sur une parcelle agricole située en région Bretagne ou dont l'activité génère un fertilisant azoté destiné à l'épandage sur une parcelle agricole, que cette parcelle soit située ou non dans la région, a l'obligation d'effectuer chaque année une déclaration, sincère et véritable des quantités d'azote de toutes origines épandues ou cédées.En application de l'article L.211-3, point III du code de l'environnement, cette obligation est étendue aux vendeurs d'azote minéral et aux opérateurs effectuant la transformation d'effluents d'élevage et/ou le commerce de fertilisants organiques produits à partir d'effluents d'élevage. La déclaration couvre la période allant du 1er septembre de l'année précédant l'année en cours au 31 août de l'année en cours et s'applique à l'ensemble des personnes mentionnées dans cet article.
Constats : La déclaration annuelle des quantités d'azote épandues ou cédées est réalisée conformément aux dispositions réglementaires
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Dispositions relatives aux forages (implantation, protection, tête)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 19
Thème(s) : Élevage, Pollution accidentelle
Prescription contrôlée : Toute réalisation ou cessation d'utilisation de forage est conforme aux dispositions du code minier et à l'arrêté du 11 septembre 2003 susvisé.
Constats : L'alimentation en eau du site d'exploitation est assuré par un forage situé à moins de 35 mètres du poulailler P4. Aux dires de l'exploitant , ce forage n'est plus utilisé depuis 09/2023 au profit du réseau d'adduction publique. Un nouveau forage localisé à plus de 35 mètres de tout bâtiment est à l'étude.
Demande de l'inspection: - Réaliser sous 3 mois le comblement du dit forage localisé à moins de 35 mètres du poulailler P4 conformément aux dispositions réglementaires de l'arrêté ministériel modifié du 11/09/2003 et transmettre le rapport de fin de travaux de comblement à l'inspection des installations classées- Tout ouvrage abandonné doit être comblé par des techniques appropriées permettant de prévenir tout risque de pollution des eaux souterraines-.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Dossier de réexamen

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42-I
Thème(s) : Élevage, Pollution diffuse
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation autorisée avant la parution des conclusions MTD transmet le dossier de réexamen prévu à l'article R. 515-71 du code de l'environnement au plus tard : - le 21 avril 2018 pour les installations dont le numéro de SIRET se termine par un chiffre impair ; - le 21 février 2019 pour les autres installations. A cette fin, l'exploitant renseigne les informations nécessaires sur le site de téléservice (http :// www. elevage-ied. developpement-durable. gouv. fr/) mis en ligne par le ministère en charge de l'environnement. L'exploitant choisit sur ce site de téléservice les meilleures techniques disponibles qu'il s'engage à mettre en œuvre. Lorsque cela est nécessaire, il précise et justifie ces techniques.
Constats : Le dossier de réexamen a été déclaré complet et régulier en date du 14/01/2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet